

Décision du délégué à la sécurité
(Demande de substitution, d'équivalence ou d'exemption)

Date : 7 octobre 2020

N° de référence de l'C-NLOHE : 2018-RQ-0048

Demandeur : Husky Energy

N° de référence du demandeur : RQ-16-00000527

Nom de l'installation : Projet West White Rose

Autorité : *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada Terre-Neuve-et-Labrador, paragraphe 151(1) et article 205.069*

Canada-Newfoundland and Labrador Atlantic Accord Implementation Newfoundland and Labrador Act, paragraphe 146(1) et article 201.66

Règlement : *Alinéa 28(l) c) et paragraphe (4) du Règlement sur les installations pour hydrocarbures de la zone extracôtière de Terre-Neuve*

Décision :

Le délégué à la sécurité autorise le demandeur, l'exploitant du Projet West White Rose (PWWR), à installer un système d'extincteurs automatiques sous eau conformément aux recommandations issues de la dernière révision et à la norme NFPA 13 pour la classification Extra Hazard (Group2) dans l'armoire d'entreposage des liquides inflammables du PWWR. Cette autorisation remplace l'exigence d'un système d'extincteurs automatiques déluge conçu selon la norme NFPA 15, tel que mentionné dans le *Règlement*.

La présente décision entre en vigueur à la date d'émission figurant aux présentes et demeure en vigueur jusqu'à la première des deux dates suivantes :

- a) La date d'abrogation d'un règlement mentionné dans la présente décision ou la date de modification ou de remplacement d'un paragraphe particulier faisant l'objet d'une substitution ou d'une exemption accordée par la présente décision;
- b) La date à laquelle le délégué à la sécurité ou le délégué à l'exploitation (selon le cas) révoque la présente décision à la suite i) de toute mesure d'exécution prise par l'Office en rapport avec la présente décision ou ii) de la découverte de nouveaux renseignements ou d'analyses remettant en cause l'évaluation sur laquelle la présente décision était fondée, y compris, mais

sans s'y limiter, toute modification des engagements pris par le demandeur dans sa demande.

Il est entendu que le délégué à la sécurité n'aura plus le pouvoir en vertu des lois de mise en œuvre des Accords d'accorder des exemptions pour les dispositions transitoires de la partie III. Une fois qu'elles seront abrogées.

Délégué à la sécurité